



# Problèmes économiques contemporains

**Jérôme VIGNON**

*Ancien élève de l'École Polytechnique*

*Administrateur de l'I.N.S.E.E.*

*Chargé de cours*

*à l'Institut Technique de Banque*

Autres publications  
**de l'Institut Technique de Banque  
 et du Centre de Formation de la Profession Bancaire**

- Chez le même éditeur et dans la collection « I.T.B. » :
  - D. Gonzales : **Informatique et production dans la banque.**
  - P. Prissert et A. Piquemal :  
**Stratégie et économie des échanges internationaux.**
  - D. Dautresme : **Économie et marchés de capitaux nationaux**  
*(en préparation).*
- Aux Éditions Sirey :
  - A. Boudinot et J.-C. Frabot : **Technique et pratique bancaires.**
  - A. Boudinot : **Pratique du crédit documentaire.**
  - P. Prissert : **Le marché des changes.**
- Chez la Société d'Édition et de Diffusion Al. Madariss (Casablanca) :
  - D. Martin (avec le concours de M. Raïs) :  
**Droit civil et commercial marocain.**
  - M. Musso : **La comptabilité des entreprises marocaines**  
*(en préparation).*
- Aux Nouvelles Éditions Africaines (Dakar) :
  - J. Bourdin :  
**Monnaie et politique monétaire dans les pays africains de la zone franc.**
  - D. Martin : **Droit civil et commercial sénégalais.**  
**Droit civil et commercial ivoirien** *(en préparation).*
- Aux Éditions Clés (Yaoundé) :
  - **La comptabilité des entreprises commerciales** (Plan OCAM)  
*(en préparation)*
  - M. Musso : **La fiscalité camerounaise** *(en préparation).*

Cet ouvrage a été conçu et réalisé par le Centre de Formation de la Profession Bancaire à l'intention des étudiants de l'Institut Technique de Banque.

© C. F. P. B. Mars 1982 - La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite ». (Alinéa 1<sup>er</sup>, article 40 : « Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. »

*Collection*  
*Institut Technique de Banque*

# *PROBLÈMES ÉCONOMIQUES CONTEMPORAINS*

*par*

*Jérôme VIGNON*

*Ancien élève de l'École Polytechnique*

*Administrateur de l'I.N.S.E.E.*

*Chargé de Cours*

*à l'Institut Technique de Banque*



*Centre de Formation de la Profession Bancaire*  
*7, rue du Général Foy, 75008 PARIS*



## Introduction

# Quelques problèmes économiques d'actualité

L'objet de ce livre est de présenter quelques-uns des principaux problèmes économiques contemporains en les situant dans une perspective historique en ce qui concerne les faits et les théories ; si l'on se réfère à l'éthymologie grecque du mot, l'économie n'est pas autre chose que l'ordre domestique, celui qui doit régner dans les choses de la maison. Ceci conduit à formuler deux remarques :

— d'une part, de nombreux éléments qui dans l'Antiquité restaient circonscrits à l'intérieur d'un domaine rural ou d'une bourgade (productions de subsistance, échanges, formation, santé...) ont pris une dimension internationale ;

— d'autre part, notre vie domestique se trouve de plus en plus influencée par différentes évolutions, différents événements dans les régions, les nations les plus proches comme les plus lointaines du Monde.

Ainsi, parler de problèmes économiques aujourd'hui amène à traiter de questions qui concernent notre vie de tous les jours plus ou moins directement, immédiatement ou à terme. Le recueil d'observations courantes, l'examen de la presse, la vie professionnelle permettent de dégager rapidement les principales :

— quelle relation lie l'emploi et la croissance ? Il ne s'agit pas seulement d'un sujet académique, mais d'une préoccupation majeure pour tous les responsables politiques, d'une angoisse pour les travailleurs actuellement sans emploi ou menacés par le chômage, d'un problème difficile pour différents acteurs de la vie économique ;

— comment juguler ou modérer l'inflation ? Les questions que se posent les économistes ne diffèrent guère des interrogations personnelles ; la liberté des marges commerciales est-elle compatible avec la lutte contre l'inflation ? Le durcissement des conditions concurrentielles ne finit-il pas par compromettre l'emploi ? Le contrôle des prix peut-il avoir une influence saine et durable ?

— quelle est l'importance de l'évolution du prix du pétrole dans la conjoncture économique difficile que nous traversons ? Peut-on espérer voir

s'établir une relation harmonieuse et durable entre les besoins en énergie des pays industrialisés et les objectifs de développement des pays exportateurs de pétrole ?

— le désordre des marchés monétaires est-il surmontable ? Le système de régulation qui avait été mis en place après la seconde guerre mondiale et avait permis la reconstruction et un essor économique sans précédent n'a pu être remplacé. Comment peut-on se protéger des vagues de fonds constituées par d'immenses capitaux flottants dont les mouvements menacent telle ou telle monnaie ?

— le niveau de vie a-t-il cessé de croître ? Certaines catégories sociales ont vu récemment leur pouvoir d'achat diminuer sensiblement ; est-ce un phénomène passager ou le premier indice d'une évolution durable ?

— la concurrence de certains pays en voie d'industrialisation est-elle inévitable ? Elle pose problème dans des domaines traditionnels comme le textile, mais aussi dans des secteurs considérés comme plus technologiques, telles la construction navale et l'automobile. Cette concurrence présente-t-elle pour nous uniquement des aspects négatifs ? Implique-t-elle un recul des investissements dans les pays développés ou seulement leur modification structurelle ?

— peut-on éluder la modernisation rapide de certains secteurs, tel celui de la banque, dès lors que les techniques conjointes de l'informatique et des télécommunications permettent d'obtenir des gains importants de productivité ? Les conséquences immédiates sur l'emploi dans ces secteurs incitent à aborder ce problème avec une grande circonspection.

Il est significatif de constater que ces questions reflètent une commune inquiétude, tranchant avec l'état d'esprit triomphaliste des années 1960 et encore optimiste du début des années 1970. Cette inquiétude doit nous inciter à une très grande rigueur méthodologique, afin de discerner les causes des conséquences, les tendances lourdes de l'accessoire, le général du particulier.

Il est intéressant de remarquer que dans les questions énumérées ci-dessus la majorité d'entre elles sont exprimées en terme international : le prix de l'énergie, le désordre monétaire, l'inflation, la concurrence des pays en voie de développement ; autant de problèmes de portée générale dont l'incidence sur une économie nationale dépendra d'événements survenus dans différents endroits du monde : Sud-Est Asiatique, pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole, Japon, République Fédérale Allemande, etc.

Par conséquent la dimension internationale sera, comme la perspective historique, constamment présente dans l'exposé des grands problèmes économiques contemporains qui font l'objet de ce livre : croissance, inflation, équilibre des échanges, situation de l'économie française.

# Chapitre I

## Rétrospective sur la croissance économique mondiale

### I. - Introduction à l'étude de la croissance économique

#### 1.1. « Croissance » et comptabilité nationale

Qu'est-ce que la croissance ? **La croissance est l'accroissement de la production.** Le nombre de logements terminés en France était de l'ordre de 370.000 par an, à la fin des années 1960 ; en 1974 on a achevé la construction de 550.000 logements ; voilà un exemple typique de croissance, dans le secteur de la construction. On peut en prendre d'autres dans l'automobile. Ce qu'on désigne par croissance est le fait de l'augmentation de la production des entreprises d'un pays.

**Comment évaluer ce phénomène ?** S'en tenir à la situation dans un seul secteur, l'automobile ou le bâtiment, n'offrirait qu'une vision incomplète de la croissance. En 1979, la production d'automobiles en France a battu tous ses records dépassant notamment le niveau de 1978, mais à la même époque, l'industrie du bâtiment connaissait des difficultés : depuis 1974 le nombre de logements terminés a baissé. Comment pondérer ces deux résultats pour arriver à un diagnostic d'ensemble sur la croissance ? Il faut établir des

conventions pour additionner des résultats différents en provenance d'industries différentes. Ces conventions conduisent à la technique de la « **comptabilité nationale** » dont l'objet principal est d'agréger les productions réalisées par les différents agents économiques. La comptabilité nationale va faire appel en particulier à des conventions déterminant la valeur de chaque composante de la production et permettant donc d'additionner la valeur des automobiles, des logements et du travail des fonctionnaires.

Mais les conventions les plus importantes sont celles qui décideront de la comptabilisation ou de la non-comptabilisation de certains biens de production. En particulier on éliminera les biens qui risqueraient d'être comptés deux fois : lorsqu'une entreprise de biens d'équipement, construction mécanique par exemple, achète des pièces d'acier à une autre entreprise, il faut s'efforcer de ne pas comptabiliser deux fois les mêmes choses : la production des pièces d'acier et les biens finis, des turbines par exemple, qui vont sortir de l'entreprise.

On se limitera donc par convention à l'évaluation des seuls « biens finaux » c'est-à-dire des biens destinés à des usages non productifs, ou encore des biens qui ne seront pas consommés dans une année à des fins productives.

Ces biens sont principalement de deux sortes : les « **biens de consommation** », ceux qui sont destinés aux ménages ; par définition ils ne seront pas utilisés dans un processus productif ; les « **biens d'investissement** » qui serviront à fabriquer d'autres biens et qui subsisteront au-delà de l'année d'observation de production. On appelle « production nationale », ou parfois P.I.B., production intérieure brute (1), l'addition de tous ces biens finaux ; en pratique, il faut tenir compte des exportations, des importations et des variations de stock.

Sous réserve de ces conventions ce que l'on appelle **production nationale est la somme des utilisations finales des différentes productions, en biens de consommation et en biens d'investissement.**

La variation du résultat de cette addition à l'échelle d'un pays permettra de dire s'il y a croissance ou régression. Par exemple, dans le cas de la France, l'évolution du produit intérieur brut a été constamment positive depuis 1970, y compris en 1975 (2) alors qu'en Allemagne et dans d'autres pays le produit intérieur brut a baissé.

Sur une très longue période, un fait frappant est le caractère absolument exceptionnel de la croissance mondiale constatée en 1945 et 1975.

(1) Production intérieure « brute » : parce qu'elle comprend des investissements de remplacement, c'est-à-dire des amortissements.

(2) Année du « contrecoup » sur les économies industrielles de la multiplication par quatre du prix du pétrole brut effectuée un an auparavant.

Les années récentes marquent cependant, pour la France comme pour d'autres pays, **un changement fondamental du rythme d'évolution du produit intérieur brut**. Entre 1969 et 1974, sa croissance annuelle était d'environ 6 % ; depuis 1974, elle n'est plus que de 3 %. Cette diminution de moitié de l'augmentation du P.I.B. se vérifie pour l'ensemble des pays développés.

## 1.2. La croissance en France au cours du siècle écoulé

Considérons le cas de la France depuis 1896, année depuis laquelle on dispose de statistiques complètes. Jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, le taux annuel de la croissance était de l'ordre de 0,9 à 1,9 % ; avant la première guerre mondiale, il était de l'ordre de 2 % jusqu'en 1914 ; entre la première et la deuxième guerre mondiale, il a oscillé entre 1 % et 1,9 %, il a même connu dans les années 1930 une phase de diminution associée à la grande phase de récession internationale des années 1930. Pour exprimer les choses autrement, entre 1896 et 1940, la production française est passée du niveau 60 au niveau 100 ; entre 1946 et 1974, c'est-à-dire dans un nombre plus réduit d'années, elle est passée du niveau 100 au niveau 350 ; entre 1949 et 1975, le rythme annuel de croissance a été de l'ordre de 5,5 %.

Il y a donc un contraste frappant entre cette période d'immédiat après-guerre qui recouvre en gros les trois décennies 1945-1975 et la période précédente. Même en remontant avant 1896, en parcourant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, on constate que **l'on n'a jamais connu d'ère de croissance aussi rapide que celle de 1945 à 1975**. Aujourd'hui s'instaure un nouveau contraste mais dans l'autre sens cette fois-ci : **depuis 1975, pour la France comme pour le monde, le rythme de croissance a diminué de moitié**.

On verra dans la suite de ce livre que cette phase de croissance exceptionnelle consécutive à la deuxième guerre mondiale était liée au fait que grâce à une représentation de l'économie donnée dans l'entre-deux-guerres, il a été possible d'anesthésier les effets destructeurs de la confrontation économique, aussi bien sur le plan interne de chaque pays que sur le plan mondial. Le ralentissement de la croissance au cours de la décennie 1970 correspond à la résurgence de ces mécanismes destructeurs.

## 1.3 - La crise de croissance mondiale des années 1970

Dans toute économie, dans tout pays, les entreprises peuvent se classer en deux parts, celles qui sont soumises à la concurrence internationale, qui exportent sur les marchés internationaux ou qui sont confrontées à des concurrents étrangers qui livrent des produits sur le marché intérieur ; ce sont grosso

modo les entreprises industrielles ; celles que l'on dit « abritées » de cette concurrence, qui n'exportent pas mais qui ne sont pas non plus en butte à la concurrence d'importation, ce sont grosso modo les entreprises des secteurs dits tertiaires, les commerces, les services, d'une certaine manière le bâtiment, d'une certaine manière aussi le secteur des assurances, de la banque, des Administrations.

La caractéristique de la situation dans laquelle se trouvent la plupart des économies occidentales aujourd'hui est celle-ci : d'un côté **les actions traditionnelles des Pouvoirs Publics pour soutenir la croissance** et qui concernent principalement les secteurs abrités de la concurrence **sont de moins en moins opérantes** ; de l'autre **les secteurs soumis à la concurrence internationale se trouvent dans une situation d'affrontement des structures** et non plus dans une situation de dynamique positive liée à l'extension de leur marché, comme ce fut le cas dans les années 1960 et 1970.

Ainsi, les thérapeutiques de soutien par les Pouvoirs Publics n'agissent plus sur la croissance comme elles l'ont fait par le passé dans les secteurs protégés ; d'autre part, les autres secteurs ne reçoivent plus des marchés mondiaux une dynamique positive, ils sont en butte à une situation d'affrontement, de restructuration, pour partie de destruction, qui freine la croissance.

Il faut se rendre compte de ceci et en même temps répondre à la question « pourquoi la crise ? », **pourquoi depuis 1974 la croissance économique des pays occidentaux est-elle réduite de moitié**, pourquoi risque-t-elle de se réduire davantage, pourquoi n'arrive-t-on pas, en appliquant les moyens d'hier, à obtenir les mêmes résultats ?

C'est sans doute poser ainsi le problème contemporain majeur si l'on songe que tous les pays occidentaux, à l'exception peut-être pour l'instant du Japon, connaissent un sous-emploi croissant et que toutes les prévisions économiques incluent une augmentation de ce sous-emploi.

#### 1.4. Références aux théories économiques

Pour tenter de répondre à cette question, on adoptera une méthode, peut-être un peu abstraite, qui consiste à s'appuyer sur des raisonnements et sur des modèles. On se référera principalement à l'affrontement de deux interprétations, toutes deux valables, de l'évolution économique mondiale, l'une basée sur **les théories dites « classiques »**, d'abord apparues, l'autre basée sur **la vision « keynésienne » du monde**, du nom de l'économiste anglais dont la pensée a joué un grand rôle dans les années d'après-guerre.

Actuellement, ces deux descriptions du monde coexistent. De ce fait même les remèdes que l'une et l'autre apporteraient isolément à la crise de croissance que nous vivons ne pourraient être testés.

On ne s'en tiendra pas aux deux dernières décennies pour montrer les racines des fluctuations de la croissance mondiale : on remontera un peu plus loin en arrière pour voir comment, à certaines époques, l'histoire a donné raison tantôt aux Classiques, tantôt à Keynes, et comment aujourd'hui on est à un moment où ni les Classiques ni Keynes ne donnent vraiment de solution définitive ou satisfaisante aux problèmes de croissance qui sont posés.

## II - L'analyse de la croissance par les économistes « classiques »

### 2.1. Les économistes classiques

On étudiera d'abord les théories classiques de la croissance, pour essayer de rendre compte d'un événement majeur tel que la grande dépression des années 1930 et également du caractère durable du ralentissement de la croissance depuis 1975.

Les analyses classiques s'appliquent encore aujourd'hui et elles permettent de comprendre pourquoi les remèdes que les « Classiques » proposaient sont appelés à la rescousse par nombre de courants de pensée et diverses autorités politiques.

Qui étaient les Classiques ? On les a appelés ainsi parce qu'ils sont devenus des Classiques de l'économie ; ils sont **les véritables fondateurs** de ce qu'on appelle **l'économie politique, c'est-à-dire l'art d'utiliser les moyens qui sont à la disposition des Pouvoirs Publics pour obtenir les résultats les plus favorables quant à la croissance**. Ces fondateurs sont des Anglais. Parmi les plus célèbres figurent Ricardo et Malthus, qui vivaient à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>. L'un et l'autre ont cherché à rendre compte du phénomène fantastique de l'explosion industrielle en Angleterre et à expliquer une telle croissance.

Leur réflexion, qui marque encore notre époque, est double : d'une part ils ont cherché à rendre compte de ce qui se passait et fourni une explication de la croissance, d'autre part, à partir de cette explication ils ont fait des propositions, émis des recommandations aux Pouvoirs Publics. On va donc essayer de comprendre l'image qu'ils se sont forgée de la croissance économique et ensuite voir quel type de recette découle selon eux de cette image.

La théorie classique s'appuie sur deux pôles, deux ressorts de la croissance : l'entreprise privée et les marchés extérieurs.

## 2.2. L'entreprise privée, premier pôle de l'analyse classique

Le premier ressort constaté par les Classiques est le **dynamisme de l'entreprise privée, dès lors qu'elle est livrée à elle-même sans autre contrainte que l'impulsion de son dirigeant**. L'entreprise privée confrontée à d'autres entreprises cherche à réaliser les meilleurs résultats possibles, c'est-à-dire faire le plus de différence entre ses coûts et son chiffre d'affaires, c'est-à-dire de profit. **La confrontation** des différentes entreprises produit une sélection naturelle dans laquelle sont éliminées les moins efficaces. Par cette sélection naturelle, ne subsistent comme offreurs sur un marché que les entreprises utilisant au mieux les ressources existantes. Les Classiques appellent ces sources les « facteurs de production ». Ils en distinguent deux : le travail (la main-d'œuvre) et le capital (les biens d'équipement).

Grâce à cette confrontation, la croissance prend son premier essor ; celui-ci résulte de l'amélioration constante de l'efficacité du fait de la concurrence. Cette efficacité accrue permet une baisse des prix des produits : les prix diminuant, la demande augmente. Ainsi naît un mécanisme de développement de la croissance dont on sent bien cependant qu'il n'est pas complet puisqu'on ne dit pas d'où vient la demande. Celle-ci est posée comme telle et sachant qu'elle existe, à travers cette sélection naturelle des entreprises les plus efficaces qui provoque une baisse des prix, il y a possibilité d'inciter à une majoration de la consommation.

Les Classiques constatent que ce mécanisme peut s'étouffer. Effectivement des phases de ralentissement très fort de la production se produisent en Angleterre, qu'on appelle des crises : des entreprises tombent en faillite, licencient, suppriment plus d'emplois qu'il n'en a été créé. **Les Classiques voient la cause de l'étouffement du processus de croissance dans le caractère éventuellement destructeur de la concurrence.**

Si toutes les réserves d'efficacité sont épuisées, si tous les entrepreneurs ont fait preuve du maximum d'ingéniosité pour utiliser les facteurs de production, alors que les débouchés sont stables et si chaque entrepreneur a misé sur l'accroissement de sa part de marché, vient un moment où plus personne ne gagne d'argent, où les capacités de production sont plus importantes que la demande et où on n'investit plus. Alors s'instaure un processus cumulatif de recul, de chute de production ; les entreprises les plus fragiles, celles qui étaient les moins assurées dans leur situation vis-à-vis de leur banquier ou de leurs créanciers, disparaissent.

Ce ralentissement ne peut apparaître que s'il n'y a plus de possibilité d'accroissement du progrès technique et si la seule manière d'améliorer sa position sur un marché est la réduction du profit, de la marge des bénéfices par rapport au chiffre d'affaires.

### 2.3. Deuxième pôle de l'analyse classique : les marchés extérieurs

Les Classiques veulent dépasser cette situation. Ils constatent qu'en moyenne en Angleterre durant l'époque victorienne, en France pendant le Second Empire, les crises ont très vite fait place à des reprises de la production. Et même à travers ces crises, une croissance prévaut plutôt.

Cela les amène à découvrir un deuxième facteur de croissance, en dehors de la concurrence et de l'amélioration de l'efficacité : l'extension des débouchés extérieurs.

△ Bien qu'il y ait une certaine inertie de la demande à l'intérieur d'un pays, **la croissance se poursuit parce qu'elle trouve un aliment dans les nouveaux débouchés qu'elle offre l'essor de l'échange international.** Cet essor prend le visage du développement des colonies, de l'Empire britannique et de l'Empire français en particulier. En effet, la complémentarité même des produits échangés entre les pays colonisateurs, — la Grande-Bretagne et la France par exemple — et les pays colonisés fait qu'il y a possibilité sans destruction concurrentielle de continuer à échanger des produits. Dans l'hypothèse où il se situe entre deux pays fort différents, l'échange ne peut pas être destructeur car les biens qui en sont l'objet ne portent pas atteinte à la production de l'autre pays ; au contraire il est constructeur dans la mesure où il offre à chacun un débouché supplémentaire qu'il ne trouverait plus sur son propre territoire.

Mieux encore : grâce aux biens « complémentaires » trouvés dans l'échange international, aux biens nouveaux qu'on ne produit pas soi-même, on peut améliorer ses propres performances. **L'échange international est la source d'une nouvelle efficacité ;** le premier moteur de la croissance, l'amélioration de l'efficacité, se trouve encore renforcé non plus par l'accentuation de concurrence mais par le développement de possibilités technologiques.

### 2.4. De l'analyse classique aux recommandations de politique économique

Ce modèle, cette représentation de la croissance qui essayait d'expliquer les conditions de l'essor français ou britannique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a suscité un certain nombre de recommandations qui ont pris le visage de ce qu'on a appelé, depuis, le « **libéralisme économique** ».

△ Si le premier ressort de la croissance est l'affrontement entre les producteurs laissés à leur initiative, mûs par le désir d'augmenter leurs profits, donc d'être plus efficaces, **la principale mission des Pouvoirs Publics** pour

stimuler ce ressort, est de laisser fonctionner librement les marchés, l'affrontement entre les producteurs et la concurrence face aux acheteurs. Tel est le premier « credo » du libéralisme.

△ Si la deuxième source de la croissance est la complémentarité trouvée dans l'échange international, l'extension des débouchés trouvés dans cet échange au-delà du marché intérieur, la deuxième fonction des Pouvoirs Publics doit être de **favoriser l'échange international.** C'est la doctrine du libre échange illustrée par un autre Classique, le Français Jean-Baptiste Say.

Pour favoriser l'échange international il faut non seulement **abaisser les barrières douanières** autant que possible, mais également **faciliter les paiements internationaux.**

A cet effet on rendra possible la **convertibilité** des monnaies entre elles par référence à un étalon reconnu par tous. La base du libre échangeisme recommandé par les économistes classiques est un **système monétaire international fondé sur l'étalon or.**

**Un système monétaire international est un ensemble d'institutions et de règles adoptées communément par les nations et qui commandent l'échange international.**

Jusqu'en 1914, le « système monétaire international », est le **système de l'étalon or.** L'or est le seul moyen de règlement universel reconnu par tous à l'époque des classiques. Dans la mesure où les monnaies sont toutes échangeables contre du métal précieux, elles sont d'une certaine manière échangeables entre elles. Il y a fixité de ce qu'on appelle les « parités », c'est-à-dire le rapport à une unité d'or de chaque monnaie.

Ce système connaîtra déjà certaines limites dès après la première guerre mondiale. L'or ne pouvait pas être disponible dans des quantités qui suivaient l'évolution du commerce mondial, engendrée par le libre-échangeisme ; il y avait donc là une source de blocage. Sans changer leur doctrine les économistes classiques recommanderont que s'ajoutent des monnaies à l'or comme instrument de réserve ; on appellera ce nouveau système le « **gold exchange standard** ». Non seulement l'or mais aussi certaines monnaies convertibles en or comme la livre anglaise et le dollar américain sont reconnus par tous comme des moyens de paiement internationaux que l'on peut engranger dans ses coffres au même titre que l'or.

Le gold exchange standard ne pouvait fonctionner qu'aussi longtemps que la livre et le dollar étaient équivalents à l'or, c'est-à-dire avaient vis-à-vis de l'or une parité absolument fixe. Il n'a pas été possible de maintenir cette partie fixe et le système du gold exchange standard s'est effondré avec la dévaluation successive du dollar et de la livre en 1933.

On comprend ainsi comment, à partir d'une représentation de l'économie fondée sur la mise en évidence de deux mécanismes, l'efficacité des entreprises laissées libres sur les marchés, le développement de l'échange international, on arrive à des recommandations qui portent sur l'indépendance des entreprises vis-à-vis de l'État, le non-interventionnisme des Pouvoirs Publics d'une part et le fonctionnement du système monétaire international d'autre part.

## 2.5. Les insuffisances de l'analyse classique

Avant même de voir comment cette représentation de l'économie et les recommandations qui en découlent conduiront à la dépression des années 1930, on peut déjà pressentir ce qu'il y avait d'insuffisant dans cette représentation.

△ La première insuffisance repose sur l'ignorance de la formation de la demande, de la consommation. Les économistes classiques ont popularisé la notion de marché, en disant « les entreprises offrent des produits sur un marché »; cela veut donc dire qu'il y a des acheteurs; mais avec quels moyens? Ceci, les économistes classiques ne le voyaient pas au plan strictement micro-économique où ils se trouvaient, c'est-à-dire au niveau de l'entreprise individuelle. Or la demande se forme à partir des revenus distribués par les entreprises elles-mêmes. Il y a en fait une étroite interdépendance de deux notions considérées comme indépendantes qui sont d'une part « l'offre », la somme des productions proposées par les entreprises, et d'autre part « la demande », c'est-à-dire la capacité d'achat des consommateurs, puisque les consommateurs ne sont autres que les employés des entreprises dont ils reçoivent les salaires.

△ Le salaire n'est donc pas seulement un élément de coût pour les entreprises, la rémunération d'un facteur de production comme disaient les Classiques, mais aussi le moyen par lequel se constitue le revenu et donc la capacité de demande d'un consommateur. Le salaire joue dès lors un double rôle : il est un indicateur de coût pour une entreprise — s'il est élevé, il incite à faire des économies, à « faire de la productivité » — mais s'il est élevé, il est aussi la source de revenus individuels — et donc la source d'une demande qui rend possible l'écoulement de produits.

En négligeant la profonde interdépendance de l'offre et de la demande au travers des revenus, — interdépendance perceptible seulement si l'on quitte le point de vue de l'entreprise isolée pour s'élever au niveau d'un ensemble d'entreprises et de l'ensemble de leurs salariés, — les Classiques ne pouvaient voir ni les effets positifs de la demande, (la croissance), ni ses effets négatifs; en particulier ils ne pouvaient pas comprendre comment une crise pouvait durer longtemps. En effet, si à la suite d'une récession les salaires

baissent et l'emploi diminue, les revenus distribués sont moindres. La baisse des coûts qui résulte de la réduction des salaires ne suffit pas à améliorer la rentabilité des entreprises au point qu'elles réinvestissent. La baisse des salaires provoque aussi celle des revenus, donc celle de la demande et durablement de la production des entreprises.

△ De même les Classiques ont sous-estimé la portée de la demande en tant que porteuse de croissance. Ils considéraient en effet que le prix d'un bien dépend du nombre d'heures de travail qu'il a fallu fournir pour réaliser ce bien. Pour eux la rémunération du travail est quelque chose de fixe qui s'incorpore dans chaque bien de manière intangible en fonction du nombre d'heures travaillées. Ils ne peuvent donc pas imaginer que le pouvoir d'achat de l'heure de travail change lui-même. Or un des moteurs de la croissance dans les années 1960 a été le lien étroit entre l'efficacité des entreprises, les gains de productivité et l'amélioration du pouvoir d'achat des rémunérations.

↑ La deuxième insuffisance de la théorie classique est de ne voir dans les relations extérieures que la source d'une croissance possible par ses effets de complémentarité et par ses effets de débouchés.

On peut en effet appliquer à un ensemble de pays qui échangent entre eux des biens, qui sont donc les uns vis-à-vis des autres producteurs et consommateurs, le même raisonnement que les Classiques appliquaient à un ensemble d'entreprises dans un pays donné.

Si ces pays ne sont plus complémentaires mais concurrents, si par suite du développement de l'échange leurs structures de production finissent par se ressembler de plus en plus, il peut se produire entre eux des déséquilibres, un peu analogues à ceux qui se produisent entre des entreprises concurrentes : l'une, tout à coup, prend une part majeure de marché, ce qui entraîne la disparition de l'autre.

Les pays certes ne disparaissent pas, mais ils peuvent se retirer temporairement du marché international, ou modifier profondément leur participation à ce marché. Prenons un exemple fictif, celui de l'Allemagne Fédérale et de l'Italie ; supposons des déséquilibres commerciaux très importants, l'Allemagne Fédérale accumulant des excédents et vendant à l'Italie constamment plus cher ; cela représenterait une masse de devises plus importante que ce qu'elle lui achète ; cette situation ne durerait pas : à un moment donné l'Italie, devant la baisse de substance subie (parce qu'il faut compenser les déséquilibres commerciaux par des ventes de devises italiennes, d'or ou de patrimoine), étoufferait ses achats, renoncerait à sa demande, limiterait sa propre croissance pour se retrouver dans une situation d'équilibre ; cette limitation, ce retrait en quelque sorte de l'Italie du jeu des échanges serait à son tour une source de recul pour les exportations allemandes, donc la source d'un ralentissement de la croissance allemande.

accumuler des excédents